

DEPARTEMENT DE L'AIN

COMMUNE DE NANTUA

REF : CDV – N° 2023-06

THEME AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES DES COMMUNES

OBJET : PROJET DE CREATION DE NOUVELLES BRIGADES DE GENDARMERIE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 16 JANVIER 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 10 janvier 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 16 janvier 2023 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Jean-Henri LAURENT, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN, Thomas GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Nathalie TISSOT donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Umus PERONNE,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Christophe BLANC donne pouvoir à Jean-Henri LAURENT.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Radikah JUMMUN.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le mail de Madame la Préfète de l'Ain et du Colonel Gaspard, commandant du groupement de Gendarmerie de l'Ain, par lequel il est indiqué le projet de création de 200 brigades de gendarmerie, mesure phare du projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI), dont l'objectif est notamment de remettre du service public au cœur des territoires.

Dans le cadre du projet de création de 200 brigades de gendarmerie, mesure phare du projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI), la commune de Nantua dépose sa candidature pour inscrire **deux scénarios potentiels** dans le cadre de ces créations.

Le premier scénario concerne la création **d'une nouvelle unité de commandement**.

En effet, le groupe de commandement, à l'heure actuelle, se trouve à plus d'une heure trente de route de Nantua. Il n'y a donc à ce jour que peu de rencontre avec cette structure de direction. De plus les problématiques du Pays de Gex spécifiques sont spécifiques à ce territoire (zone de forte concentration des cambriolages, trafics importants de stupéfiants, zone de transit...) et les populations sont complètement différentes de celles du Haut Bugey.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Je reste convaincu que la distance fait que le commandement ne connaît pas ou peu la situation de notre secteur.

De plus l'arrivée d'une compagnie pourrait également entraîner l'arrivée d'une Brigade des Recherches (spécialisée dans les enquêtes judiciaires importantes) et d'un PSIG (à l'heure actuelle situé à Valsenhône). Ces deux unités très spécifiques permettraient de mettre la pression sur les divers mouvements délictuels (stupéfiants) de notre secteur. Les gendarmes des brigades n'ont pas le temps de mener ces enquêtes qui demandent un temps considérable pour aboutir. Pour le PSIG, une présence encore plus importante sur le Haut Bugey, notamment la nuit, serait une plus-value sécurisante et importante pour tout le haut Bugey.

La présence à nouveau d'une Sous-Préfecture dans notre ville justifie à mon sens pleinement la présence d'une compagnie sur la commune de Nantua. La présence du tribunal de proximité est également un argument. Pour mémoire, ce tribunal est un des plus actifs de la cour d'appel de Lyon en terme de volume de dossiers traités.

Depuis deux ans, la ville de Nantua a fait aussi un effort important en matière de vidéo protection. 16 caméras équipent la ville pour plus de 42 vues sur la cité. Une troisième tranche d'installation de nouvelles caméras est prévue en 2023.

En 2022, 150 demandes d'extraction ont été faites par la gendarmerie dont 83 ont été utilisées pour des procédures judiciaires en cours. Cet effort de la ville en terme de sécurité, plaide là aussi comme un argument conjoint à l'installation d'une nouvelle unité de commandement.

L'existence de locaux est aussi un argument économique pour la création de cette unité. Les bâtiments de l'actuelle gendarmerie seront disponibles et tout de suite opérationnels à la fin de l'année 2023. Si l'option d'une nouvelle compagnie venait à être retenue pour notre ville, **la commune s'engagera dans un premier temps à une réfection complète des locaux et dans un deuxième temps à l'implantation d'une nouvelle unité, soit sur un nouveau terrain route de Genève, soit au bord du lac telle que décrite dans les pièces jointes.**

Le deuxième scénario concerne **la création d'unité mobile à vocation environnementale**. La ville de Nantua dispose d'un site environnemental de premier ordre. Classé en Espace Naturel sensible, en espace protégé et en Zone Patrimoniale Remarquable ; il est à l'image du Haut Bugey et de ses différents lacs (lac Genin, lac de Sylans, étendue d'eau de Lalleyriat) particulièrement sensibles et à préserver.

L'été, la ville de Nantua triple sa population par un afflux de touristes peu scrupuleux de la protection de l'environnement. Les différentes sources et rivières (le Merloz, rivière de première catégorie, la source de la doye et son captage aux Neyrolles de l'eau embouteillée la Cristalline) sont autant d'exemples où la préservation de notre nature est fondamentale face aux dégradations commises par un tourisme de plus en plus envahissant.

Les forêts emblématiques du Haut Bugey, sont devenues une source d'inquiétudes majeures. La préservation de la faune, de nos chamois, de nos lynx et de toute la bio diversité si fragile dans nos vallées, sont aujourd'hui des enjeux majeurs que l'État doit considérer en priorité.

Cette candidature et ce deuxième scénario s'inscrivent dans le même postulat de territoire que décrit précédemment pour la création d'une compagnie. **Harmonie et cohérence administrative avec la nouvelle sous-préfecture de Nantua, vidéo protection dans la ville largement utilisée par la gendarmerie, présence d'un tribunal de proximité, locaux immédiatement disponibles dans l'attente d'une nouvelle réalisation immobilière...**

Ces deux scénarios proposés rentrent tout à fait dans une nouvelle dynamique que la ville souhaite impulser dans ses relations avec l'État. Celles d'un dialogue retrouvé avec les élus et la population, où les nouveaux défis de la proximité, de la sécurité ou de l'environnement, seront renforcés.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Dans les deux scénarios proposés, la ville de Nantua est prête à s'engager de toutes ses forces et avec l'ensemble de sa population. **À ce titre, une délibération du conseil municipal viendra appuyer formellement cette demande. Elle sera présentée à ce même conseil municipal ce lundi 16 janvier à 19 heures.**

Notre cité, ville médaillée de la résistance, valorise aujourd'hui cette concordance avec ce retour de la sous-préfecture en notre sein. Ce signal fort de la sous-préfecture retrouvée, doit être accompagné d'une présence opérationnelle des forces de gendarmerie.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **DIT** que le dossier présenté n'appelle aucune observation ni réserve de sa part
- **ÉMET** en conséquence un avis favorable sur ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,



Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 17/01/2023

Reçu en préfecture le 17/01/2023

Publié le

ID : 001-210102695-20230116-202306-DE

